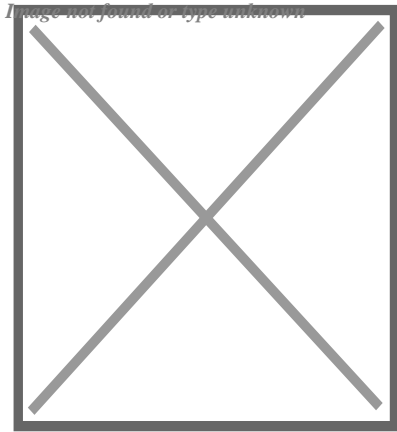


Six premiers mois turbulents et controversés du mandat de Milei



Par María Josefina Arce

Les six premiers mois de la présidence de Javier Milei en Argentine ont été mouvementés et très controversés.

En si peu de temps, son administration a déjà enregistré une désapprobation de 50 % des citoyens, qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader.

Le programme économique mis en œuvre par son gouvernement a entraîné une augmentation de la pauvreté, une baisse du pouvoir d'achat des salaires et des pensions, les pertes d'emplois et l'absence totale de protection des secteurs les plus vulnérables.

Presque immédiatement après son entrée en fonction le 10 décembre, Milei a réduit les subventions aux transports publics et au secteur de l'énergie, ce qui a entraîné une augmentation des tarifs des transports, du gaz et de l'électricité.

Selon l'Observatoire de la dette sociale argentine de l'Université catholique d'Argentine, la réalité actuelle est qu'au cours du premier trimestre de cette année, la pauvreté a grimpé à plus de 55 % et l'indigence est passée de 9,6 % à 17 % au cours de la même période.

L'institution souligne que l'insécurité alimentaire touche près de 21 % des ménages et 32,2 % des enfants et adolescents du pays sud-américain.

Un autre indice qui a augmenté est celui du chômage, dû au licenciement de milliers d'Argentins. Une situation qui va perdurer, puisque ces derniers jours, les autorités ont assuré que 50 000 travailleurs publics supplémentaires seraient licenciés.

Au cours des 180 jours de son mandat, Milei a dû faire face à plusieurs conflits. Le plus récent de ces conflits a été la rétention des tonnes d'aliments qui auraient dû être envoyées aux régions avec peu de ressources.

L'éducation, la culture et les soins aux femmes ont également été la cible des mesures sévères du président argentin.

En effet, la dissolution définitive de l'ancien ministère de la femme, qui était déjà passé sous la juridiction du ministère de la justice en tant que sous-secrétariat chargé de la protection contre la violence de genre, a été récemment annoncée.

La tension sociale a augmenté aussi. Un peu plus d'un mois après son entrée en fonction, Milei a dû faire face à la première grève générale, lancée par la Confédération générale du travail et soutenue par les partis politiques, les syndicats, les organisations de défense des droits de l'homme et les Grands-mères et Mères de la Place de Mai, connues dans le monde entier.

Les manifestations n'ont pas cessé au cours des six mois du mandat de Milei, dont le gouvernement affiche déjà un mécontentement populaire marqué et des confrontations au niveau international.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/357079-six-premiers-mois-turbulents-et-controverses-du-mandat-de-milei>



Radio Habana Cuba